

## **Deux centres pour mineurs étrangers isolés vont ouvrir dans le Finistère**

[Finistère](#)

[Valérie Le Nigen](#)

Le Département du Finistère a annoncé ce lundi qu'il allait ouvrir deux foyers pour mineurs non accompagnés (MNA) à Brest et à Loperhet. L'objectif est d'arrêter d'accueillir ces jeunes étrangers à l'hôtel, le temps d'évaluer leur âge. Des économies et plus d'efficacité.



De jeunes étrangers avec des bénévoles lors d'une séance d'apprentissage du français. © Maxppp - Guillaume Bonnefont

Avant de présenter le projet d'ouverture de deux foyers pour mineurs non accompagnés (MNA) à Brest, dans le quartier de la Cavale Blanche, et à Loperhet, Maël de Calan, le président centre droit du Conseil départemental du Finistère, explique que cette annonce n'a rien à voir avec les débats actuels sur la politique migratoire de la France. *"L'accueil des Mineurs non accompagnés, que l'on appelle les MNA, est une compétence des Départements depuis 2016. Actuellement, à leur arrivée dans le Finistère, ils sont accueillis dans quatre hôtels à Quimper et Brest. L'ouverture de ces foyers avec 110 places va nous permettre de faire des économies et d'être plus efficaces"*, assure-t-il ce lundi.

### **Une économie globale entre 800.000 et 1 million d'euros par an**

Les deux centres sont achetés à hauteur d'1,2 million à Loperhet et 2,5 millions à Brest. Il s'agit d'accueillir les jeunes le temps de l'évaluation de leur minorité. Actuellement, les accueillir dans les quatre hôtels à Quimper et Brest coûte 24.000 euros par an et par place. En foyer, ce coût sera de 17.000 euros la place, soit une économie globale estimée entre 800.000 et 1 million d'euros. Le retour sur investissement devrait donc être effectif en trois ou quatre ans. *"On notera que l'équipe précédente n'a rien fait entre 2016 et 2021"*, tacle Maël de Calan, qui a repris le Département aux socialistes en 2021.

### **Rassurer les riverains et les associations**

Maël de Calan a voulu rassurer les riverains, notamment à Loperhet : *"On a huit ans d'expérience et nous n'avons jamais eu de problème significatif. L'immense majorité de ces jeunes veut s'intégrer par le travail."* Quant aux inquiétudes des associations face au désœuvrement des adolescents, dont 25% sont allophones, ce qui signifie qu'ils ne parlent pas français, le président du Département rappelle ses objectifs : *"Nous mettons 50.000 euros pour faciliter les premiers apprentissages en français. Jusqu'ici, le département se basait sur l'UPEAA, l'Unité pédagogique pour élèves allophones nouvellement arrivés, et surtout sur les associations de bénévoles. Ces foyers devraient nous permettre d'être plus efficaces."*

## **Pourquoi ouvrir les deux foyers dans le pays de Brest, dont un à la campagne ?**

Selon Maël de Calan, *"les délais de décision de justice à Quimper étaient ces dernières années compris entre 9 et 12 mois, en raison d'une difficulté au tribunal de Quimper de décider des compétences entre le juge des tutelles et le juge des enfants. Ce qui nous a conduit à recentrer les jeunes sur la juridiction du tribunal de Brest. Aujourd'hui, nos services d'évaluation sont donc à Brest."* Quant à la question de la ruralité du centre de Loperhet, l'appel d'offre du futur prestataire comprend l'organisation de navettes.

## **Quelques chiffres**

Soixante-dix pour cent des jeunes évalués à leur arrivée dans le Finistère sont finalement considérés comme majeurs. *"C'était le même pourcentage avec l'équipe départementale précédente"*, glisse Maël de Calan. Le nombre de jeunes pris en charge par le Département augmente, comme dans toute la France : 611 personnes au 31 décembre 2022 (318 mineurs et 293 majeurs) contre 646 aujourd'hui (447 mineurs et 199 jeunes majeurs).